

Libération

PARUTION AUJOURD'HUI D'UN OUVRAGE-PROGRAMME DE RAYMOND BARRE

LE LIVRE ET LA TORTUE

La campagne de l'ancien Premier ministre patine et, pour la première fois depuis plusieurs mois, un sondage de la SOFRES le donne devancé par Jacques Chirac au premier tour de la présidentielle.

Tandis que maintes composantes de l'UDF traînent des pieds pour le soutenir, ses plus chauds partisans aimeraient le voir adopter un rythme plus rapide.

La publication de son livre, « Questions de confiance », en donnera-t-elle le signal ?

Lire page 2.

FRANCE-RFA, LES NOCES D'ARGENT

Le 22 janvier 1963, le chancelier Adenauer et le général de Gaulle signaient le traité de coopération de l'Elysée. Aujourd'hui, François Mitterrand, Jacques Chirac et Helmut Kohl fêtent les 25 ans de ce traité en signant un double protocole prévoyant la mise en place d'un Conseil de défense et d'un Conseil économique. Lire page 18.

BALLADUR, LES MAINS DANS LA PRESSE

Pour renforcer l'influence du RPR dans la presse, le ministre de l'Economie tente de fragiliser le holding de Robert Hersant et de faire entrer Havas dans le capital de certains journaux de province. Lire page 10.

LA BOURSE SOUS PERFUSION

La Bourse de Paris a perdu 1,5% hier. Mais sans l'intervention des investisseurs institutionnels la chute aurait facilement atteint 4%. Lire page 17.



75 NOBEL DE LA FAIM

C'est un clip diffusé sur Antenne 2 qui a clôturé les travaux des prix Nobel réunis à l'Elysée. Principal message: enrayer la faim dans le monde en faisant voter des lois en ce sens dans le maximum de pays. Lire page 27.

UN SIECLE SANS LABICHE

Le génie du vaudeville est mort il y a tout juste cent ans. Après une vie passée à se jouer des mots et à les inventer quand la langue française lui faisait faux bond. Lire page 34.



ROBOT COGNE

« RoboCop », première production aux Etats-Unis de Paul Verhoeven, cinéaste hollandais à scandale, a non seulement fracassé le box-office mais ratatiné radicalement les mœurs carnassières de la société Yuppie. Lire page 36.

M 0135 - 0122 0 - 5,00 F



3790135005007 01220

SON LIVRE-PROGRAMME PARAÎT AUJOURD'HUI

BARRE HATE SON

De plus en plus titillé dans les sondages par Chirac avançant au pas de charge, le candidat de l'UDF, qui était jusque-là largement favori de la primaire majoritaire, force un peu le pas. Première impulsion réelle donnée à sa campagne, la publication aujourd'hui de son livre-manifeste. Rien de bien nouveau dans les propos de Raymond Barre, recueillis par Jean-Marie Colombani. Celui qui annoncera sa candidature le 8 février se contente de rassembler ses certitudes sur l'avenir de la France. Propos raisonnables d'un homme sûr de lui, confiant dans la solidité de ses convictions. La deuxième impulsion sera concoctée par son état-major de campagne, toujours dans le style inexorable de la marche de la tortue que Barre s'est donnée pour modèle. Pour contenter les barristes qui s'inquiètent du rythme de cette marche lente, une équipe de jeunes loups est chargée de donner un tempo un peu plus entraînant. Mais sans démesure.

La campagne « barbote » — le mot est d'Alain Madelin — et la tortue Barre semble patiner au seuil d'un duel de premier tour avec Jacques Chirac, tandis que, dans tous les sondages, François Mitterrand, s'il se présente, coiffe le député de Lyon au poteau du second tour. Barre doit présenter ce matin à huit heures au micro d'Europe 1

un livre d'entretiens — une sorte de manifeste de sa candidature (lire ci-dessous).

Avant les élections législatives de mars 1986, Raymond Barre pouvait apercevoir loin derrière lui son concurrent RPR, à 13 points de retard. Aujourd'hui, l'avance du candidat UDF n'est plus que de 2 à 4 points selon les enquêtes, une étude SOFRES réalisée

pour le compte du RPR le donnant même devancé (lire pages politiques). Certes, la dimension présidentielle de Barre s'impose: dans ce domaine, il conserve 7 points d'avance sur le maire de Paris. Encore faut-il transformer ce capital en intentions de vote et ne pas laisser le leader RPR coller à sa roue.

Pourtant, Barre ne semble pas inquiet. Il refuse pour l'instant de changer

un iota à son calendrier. Sang-froid ou inconscience? C'est tout juste s'il a finalement accepté d'honorer de sa présence le meeting de lancement de la campagne UDF, le 13 février prochain à Paris.

Cette inertie inquiète certains, jusque dans son entourage proche. Car Barre a moins tendance à créer sa dynamique propre qu'à tirer, dans les sondages, sa force de la faiblesse de ses adversaires ou concurrents. Ainsi, sa cote s'est-elle envolée en 1983 après le deuxième plan de rigueur socialiste, puis en 1984 au moment de l'affaire de l'école privée. En 1986, atteint par son échec aux législatives, Barre repasse derrière Chirac, puis le double à nouveau lorsque le Premier ministre doit affronter la crise étudiante de décembre et les troubles sociaux qui suivent.

Au contraire, Jacques Chirac sait se tailler une cote au pas de course: en 1981, il avait commencé sa campagne présidentielle à 11% d'intentions de vote, pour atteindre 18% dans les urnes. Certains barristes s'inquiètent de ce que leur champion pourrait se faire voler la victoire du premier tour par cette sorte de distraction propre à ceux qui sont trop sûrs d'eux-mêmes. Et ils se demandent s'il va réussir à trouver sa place dans le paysage de cette campagne électorale d'un genre inédit.

Il est vrai que, contre Chirac, Barre n'a pas de marge de manœuvre, du moins pas directement. Même si le spectre de la division entre RPR et UDF semble s'être estompé, on n'est pas à l'abri d'un clash entre les deux rivaux du premier tour, tant l'enjeu est grand: Barre y joue son destin présidentiel et Chirac sa carrière politique. Si le député de Lyon, spécialiste des petites phrases au vitriol, touche un cheveu du maire de Paris, c'est le drame assuré! D'autant plus que les léotardiens, devenus barristes à reculons, ne semblent pas disposés à entendre, de la part du candidat UDF, des critiques contre le bilan du gouvernement de cohabitation dont ils ont été l'un des pivots. François Léotard devait le répéter hier soir à *Questions à domicile* sur TF1 (lire en dernière page).

On entend également dire que le risque de mauvais reports de voix au second tour entre UDF et RPR s'estompé. Pourtant, si ce report de voix atteignait le bon score de 85%, il manquerait tout de même de 700 000 à un million de voix de la majorité au candidat UDF ou RPR arrivé en finale. Sans compter celles du Front national dont un gros tiers, environ un million, ne rejoindraient pas la droite classique le 8 mai prochain.

La primaire entre les candidats UDF et RPR est d'autant plus aléatoire que leur électoral — en grande partie commun — est toujours aussi fluide: au moindre faux pas de l'un d'entre eux, à la moindre agression, de bons paquets de voix peuvent filer vers son rival et inverser l'ordre d'arrivée au premier tour. Barre en avait déjà fait l'expérience à Lyon en mars 1986 après qu'il eut dénoncé le « totalitarisme microcos-

Le livre-manifeste du candidat

Dans « Questions de confiance » qui paraît aujourd'hui, Raymond Barre esquisse sans entrer dans le détail les grandes lignes de son « projet pour la France ».



Septembre 87. Dans le Lot. Trois objectifs: 1) « Promouvoir une société de liberté et de solidarité ». 2) Réformer l'Etat. 3) Donner à la France une économie hautement performante.

La bible des barristes existe. Dans un livre-entretien *Questions de confiance*, qui paraît aujourd'hui chez Flammarion, Raymond Barre a confié au journaliste Jean-Marie Colombani ses idées, ses intentions, son analyse sur les grands problèmes du pays et sur les hommes politiques, amis ou rivaux. Ceux qui ont suivi ses interventions depuis un an et demi n'y trouveront pas de grandes nouveautés, mais plutôt une synthèse claire et que la forme du dialogue rend facile à lire.

Barre prévient: « Je n'irai certainement pas prétendre que je suis en mesure de régler toutes les difficultés auxquelles la France est confrontée ni que je dispose de recettes magiques pour résoudre ses problèmes. Je pense cependant qu'en faisant autre chose que ce qui a été fait jusqu'ici, il est possible, à condition de disposer de la confiance des Français et des Françaises, d'améliorer la situation du pays et d'assurer à la fois son progrès sur le plan interne et son rayonnement sur le plan européen et international ».

Sérieux, solide, sans imagination excessive, l'ouvrage est un bon reflet de la pensée et du tempérament du candidat Barre. Le député de Lyon se défend de vouloir « faire rêver » les Français mais se refuse également à détailler les mesures de son « projet pour la France » qui se compose de trois objectifs: 1)

« Promouvoir une société de liberté et de solidarité ». 2) Réformer l'Etat. 3) Donner à la France une économie hautement performante. Un vaste programme dont le livre trace les grandes lignes, sans toutefois entrer dans le détail, ce qui est parfois frustrant.

A ce titre, Barre prévient par avance les protestations: « Je me limite à ces trois grands axes d'un projet pour la France. Les amateurs de programme se scandaliseront que je ne m'étende point sur tous les sujets qui suscitent aujourd'hui préoccupations ou revendications ».

Les amateurs de polémique intramajoritaire seront sans doute déçus: l'ancien Premier ministre a, paraît-il, pris soin de gommer impitoyablement toutes les aspérités anti-chiraquiennes qui avaient pu lui venir naturellement à la bouche. Quant aux piques dirigées contre François Mitterrand, il les réserve semble-t-il à la campagne électorale. Nous publions quelques brefs extraits piqués ça et là dans l'ouvrage. IDEOLOGIE. « Nous avons pu mesurer les limites des idéologies. (...) Cela a été vrai des deux premières années de l'expérience socialiste après mai 1981. Cela a été vrai pour une large part du début de l'expérience libérale après mars 1986. (...) La politique était menée dans chaque cas sans une suffisante

considération des risques économiques d'ordre intérieur et extérieur. »

RIGIDITÉ. « Je concède volontiers que je n'ai pas la flexibilité qui plaît au microcosme. »

POINCARÉ. « Ma mère m'a souvent dit que l'une des raisons du choix de mon prénom était l'admiration portée dans ma famille à Raymond Poincaré. »

MITTERRAND. « François Mitterrand, qui est un homme de stature et de culture, et qui cherche à façonner son image pour l'histoire, ne sera vraiment satisfait que lorsqu'il aura accompli un certain nombre de choses qui lui permettront de gommer de Gaulle. (...) Je l'ai qualifié, quand il était chef de l'opposition, de « prince de l'équivoque », propos qui n'était point dépourvu d'une part d'admiration. »

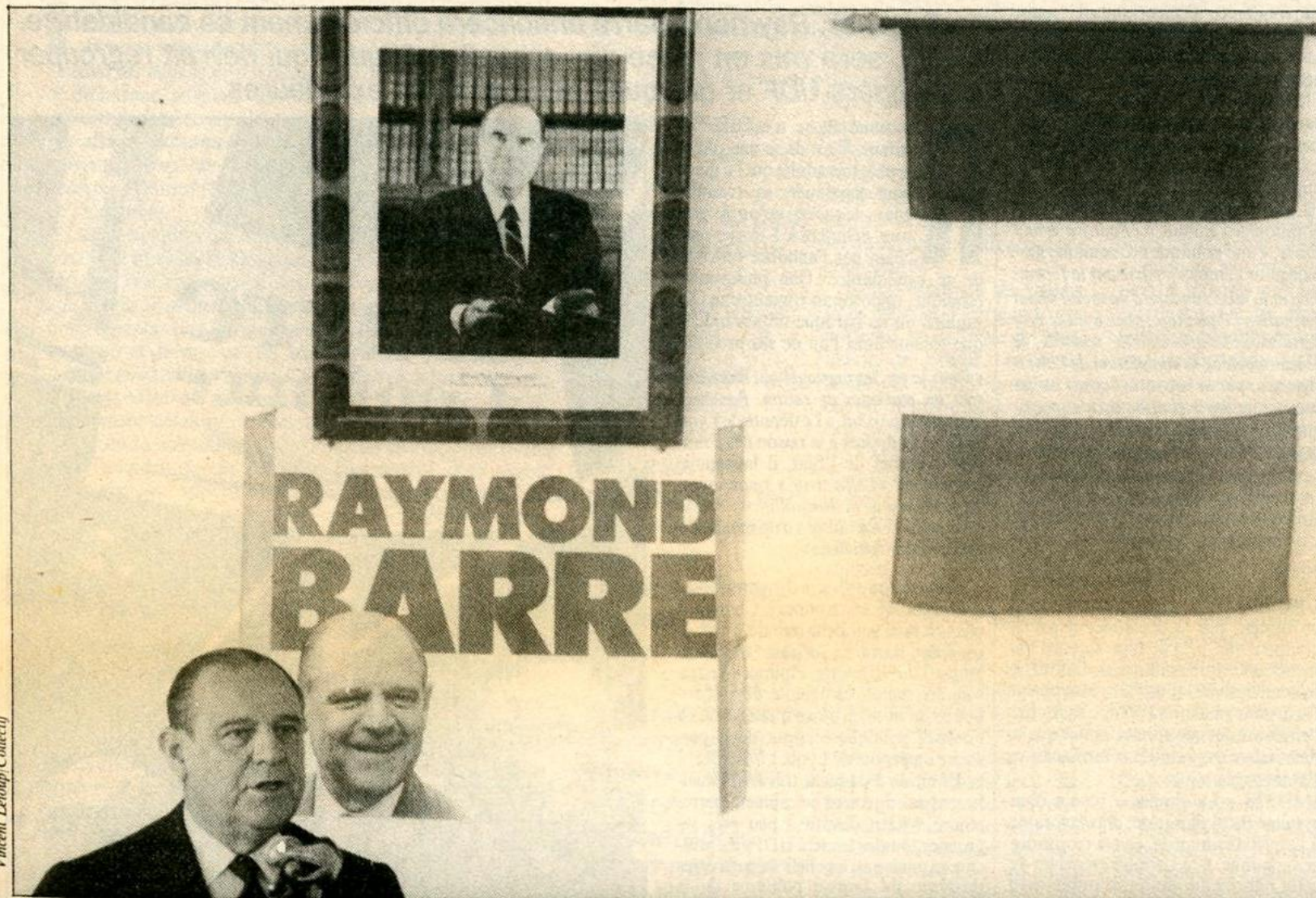
CHOMEURS. « Je ne regrette pas un seul instant d'avoir dit en 1979: « Chômeurs, vous devriez créer votre entreprise. » Tout le monde le dit maintenant. »

FERMETÉ. « Les choses étaient tellement difficiles lorsque je suis arrivé à Matignon qu'il n'y avait pour moi qu'une solution: me montrer d'une fermeté de roc et m'interdire la moindre faille qui se serait immédiatement transformée en crevasse. »

Suite page 4

ALORS QUE CHIRAC LE RATTRAPE DANS LES SONDAGES

PAS DE CAMPAGNE



Mars 87. En Guadeloupe. « Je concède volontiers que je n'ai pas la flexibilité qui plaît au microcosme. »

... mien » du RPR et de l'UDF. Enfin, l'homme du recours, qui prétendait planer en altitude, loin de la cuisine politique, se retrouve aujourd'hui — ironie du sort — candidat de premier tour, soutenu par la seule UDF qui s'y est, pour une grosse moitié de ses effectifs, résolue non par choix, mais sous l'effet d'une pure mécanique de parti.

Cette situation — sans doute provisoire — gêne cependant les barristes. Aussi ont-ils décidé d'ignorer ostensiblement la primaire et gardent-ils l'œil fixé sur le second tour où, d'après les sondages, Raymond Barre, face à Mitterrand, fait bien meilleure figure que Jacques Chirac. « Nous avons, explique un conseiller du député de Lyon, un mois pour imposer l'idée que seul Barre peut battre Mitterrand et provoquer ainsi le réflexe du vote utile en sa faveur. »

C'est pourquoi les barristes clament que leur champion veut affronter « Tonton » et font tout pour accréditer l'idée que celui-ci sera candidat. Les chiraquiens, au contraire, ont tout intérêt à imposer l'idée d'un retrait de Mitterrand au profit d'une candidature Rocard, que Chirac est capable de battre si l'on en croit les mêmes études. Manière de contrer pendant qu'il en est encore temps l'argument du vote utile.

Au cours des prochaines semaines, Mitterrand, avant de prendre sa décision finale, va observer le déroulement de la « clarification » entre les deux

concurrents RPR et UDF, tout en laissant le temps à Chirac de dépasser Barre, s'il en est capable. Et c'est pourquoi les socialistes évitent ces temps-ci d'affaiblir le Premier ministre, adversaire de tout repos, croit-on, pour le président sortant. Mais si Barre parvient à distancer Chirac, la décision présidentielle n'ira pas de soi.

Pour s'affirmer face à Chirac, encore bridé par la cohabitation, Barre a donc entrepris de lancer l'offensive contre les socialistes et contre le premier d'entre eux en particulier. Philippe Mestre, son directeur de campagne, a lancé ses premiers traits lundi. Le député de Lyon a enchaîné en démarrant l'éditorial de sa lettre *Faits et Arguments* par cette phrase toute en nuances : « Une des rares choses que les socialistes aient créées, c'est la nouvelle pauvreté. » Une démarche nouvelle et peut-être pas sans risques pour un homme apprécié jusqu'ici pour son pragmatisme et sa modération.

Cette agressivité dirigée contre un président non-candidat, au profil d'arbitre bien vu par l'opinion, aura-t-elle des effets pervers, ou créera-t-elle la dynamique qui fait défaut ces temps-ci au candidat de l'UDF ? Il est encore un peu tôt pour le dire. L'un des angles d'attaque de Barre consiste à montrer du doigt le président-Janus, l'homme qui a changé, par contraste avec la permanence de son propre discours. Mais n'est-ce pas justement le fait que Mitterrand a évolué qui plaît à l'opinion ?

Il est de même trop tôt pour distinguer quelle sera la nature de l'affrontement du printemps 1988. Barre, en adoptant la posture classique du candidat-type V^e République, semble se préparer à un combat frontal comme ceux des précédentes élections présidentielles : autour des institutions en 1965 et 1969, entre deux projets de société en 1974 ou 1981. Il fait donc tout pour dramatiser l'échéance du printemps, il suggère, bien qu'il s'en défende, l'idée d'un changement, de la page qu'on tourne, d'une purge institutionnelle après la période « toxique » de la cohabitation, il annonce au clairon la dissolution de l'Assemblée nationale et évoque l'urgence du redressement du pays.

Le candidat de l'UDF attaque les socialistes comme s'il voulait replacer le débat politique sur le terrain droite-

gauche. Entreprise intrépide dès lors qu'il ressort de certaines enquêtes d'opinion (notamment une estimation de la COFREMCA) que 62% des Français, à ce jour, n'attendent aucun changement sensible du résultat — quel qu'il soit — de l'élection présidentielle. Démarche également discutable puisque aujourd'hui la perspective de l'élection d'un président socialiste ne fait plus peur à personne en France.

Alors qu'en face de lui, le président de la République semble parier que l'élection se jouera sur une campagne d'image — où il excelle —, Raymond Barre, trop avisé pour se mesurer sur ce terrain à son adversaire, va donc tenter d'imposer un message et de dramatiser une échéance que Mitterrand s'efforce de banaliser.

Fabien ROLAND-LEVY

La CNCL donne ses directives pour la campagne

La CNCL a publié hier ses premières directives sur le déroulement de la campagne électorale à la radio et à la télé, affirmant qu'elle surveillera, d'ici à l'élection présidentielle, l'ensemble des interventions des hommes politiques dans l'audiovisuel pour faire respecter « l'honnêteté et le pluralisme ».

La CNCL distingue trois périodes d'ici au scrutin, avec chacune des obligations différentes : 1-er janvier/22 février, 22 février/8 avril « date probable de l'ouverture officielle » et 8 avril/8 mai « campagne officielle ».

D'ici au 22 février, la CNCL indique

que la règle des trois tiers (gouvernement-majorité-opposition) « continue de s'appliquer de manière rigoureuse ».

Du 22 février au 8 avril, la CNCL « précisera prochainement les dispositions à respecter », différentes selon que l'actualité sera liée à la campagne ou non.

Pour la campagne proprement dite, la Commission « demandera l'application » du décret qui précise que « le principe d'égalité entre les candidats doit être respecté » dans tout l'audiovisuel, public et privé.

EDITORIAL

J.-M. HELVIG

PARCOURS DU COMBATTANT

La campagne de Raymond Barre s'annonçait, voici quelques mois, comme une promenade de santé ; elle se présente plutôt aujourd'hui comme un parcours du combattant. Certes, aucun propos public du député n'avait accrédité l'idée que le chemin du deuxième tour était semé de roses, mais l'assurance de ses partisans et même les confidences désabusées des rivaux chiraquiens, donnaient à penser que les dés étaient pratiquement jetés ; en tout cas, que la course de la « tortue » se ferait sur le mode « fastoche ». Changement de décor à moins de trois mois de l'échéance : Raymond Barre va devoir peut-être mener la campagne la plus difficile des trois prétendants au titre suprême.

Mitterrand candidat, est sûr d'être présent au second tour. Chirac joue gros sur un seul : le premier. Après, même s'il est battu au second, il demeurerait celui qui a réuni la droite pour le tour fatidique. Ce ne serait que son deuxième échec présidentiel : on en connaît qui n'ont réussi qu'au troisième essai.

Raymond Barre, lui, doit batailler sur tous les fronts. Il n'a pas décroché Chirac qui semble bénéficier sur le tard d'un regain de gratitude de l'opinion pour ses œuvres cohabitationnistes. Et s'il fait mine de défier dès maintenant le Président en place, il aura beaucoup de mal à continuer d'ignorer que le Premier ministre en exercice tente de l'étouffer dans une étreinte mortelle. Tandis que la barque UDF fait eau chiraquienne de toutes parts. Et que l'intégrisme constitutionnel dont il s'est fait une religion, n'apparaît pas forcément comme un gage de stabilité politique pour plus tard...

Certes, le candidat Barre n'a pas encore donné sa mesure et peut très bien se sortir à son avantage des obstacles qui lui sont opposés. Ce serait, à l'encontre d'une idée-force de son manifeste, la démonstration que « la confiance » n'est pas seulement une offrande de l'opinion, mais se conquiert aussi.

«LA CARTE DE LA TRANQUILLITÉ» ET DE LA «RAISON»

Suite de la page 2

CGT. «Croyez-moi, j'ai plus de considération et d'attention pour les ouvriers que pour les syndicalistes CGT, dont le métier est de manifester.»

BARRISME. «En 1976, je le dis sans aucune forfanterie, est apparu ce qu'on a appelé le "barrisme". Il y avait une politique que j'incarnais.»

HAUTE AUTORITÉ. «Personnellement, j'aurais préféré que l'expérience de la Haute Autorité de l'audiovisuel pût être poursuivie. Je suis convaincu que celle-ci aurait progressivement acquis l'indépendance et l'autorité du Conseil constitutionnel.»

1974. «Si j'avais (...) un regret à exprimer, c'est que M. Giscard d'Estaing n'ait pas procédé à la dissolution de l'Assemblée nationale en 1974, au lendemain de son élection. (...) Il en résulta de grandes difficultés politiques tout au long de son septennat. (...) Le respect des échéances l'a conduit à se laisser user lentement, mais inexorablement, par le RPR, qui admettait difficilement d'avoir perdu et l'Élysée et Matignon.»

CUMUL. «L'une des mesures qu'il me semblerait utile de prendre dans un avenir proche serait (...): tout fonctionnaire investi d'un mandat électif ou qui entre au gouvernement doit quitter l'administration.»

CANDIDATURE. «La décision de me présenter éventuellement à l'élection présidentielle, je l'ai prise à Saint-Jean-Cap-Ferrat pendant les vacances d'été de 1984.»

DISSOLUTION. «En 1988, le nouveau président, quel qu'il soit, prononcera la dissolution de l'Assemblée nationale. Laissons de côté l'engagement de ne pas dissoudre, purement électoral. (...) Je suis persuadé qu'il obtiendrait une majorité.»

MANDAT. «Ne touchons pas à une tradition bien ancrée dans la vie politique française et laissons au président de la République, au terme d'un mandat de sept ans, la liberté de se représenter s'il le désire et, le cas échéant, de se faire battre.»

DECOUPAGE. «J'ai demandé que des révisions (des circoncriptions) interviennent tous les deux recensements, c'est-à-dire tous les quinze ans, et qu'elles soient faites en dehors du gouvernement, par une commission indépendante avec contrôle du Conseil constitutionnel.»

SAGES. «Les commissions indépendantes (pour rechercher un consensus) me séduisent beaucoup.»

STATUT. «Je suis partisan d'un statut de l'opposition. (...) Il serait préférable que dans certains cas les responsables de l'opposition soient mieux informés et soient consultés.»

IMMIGRATION. «La France est un creuset, une société composée de communautés de provenances diverses et de cultures variées. (...) Pour que notre société multiraciale soit intégrée et préserve son identité culturelle, il faut un vaste effort d'éducation et de formation.»

RACISME. «Le racisme peut parfois prendre des formes excessives, en ce qui concerne notamment l'antisémitisme, mais il est latent plus que virulent; il y a une certaine intolérance, un sentiment de rejet à l'égard de tout ce qui paraît étranger.»

NOYAUX DURS. «La constitution des "noyaux durs" (des entreprises privatisées, NDLR) n'a dépendu que d'une décision discrétionnaire du ministre des Finances: une plus grande transparence eût été souhaitable.»

GOVERNEMENT. «Les membres

du gouvernement devraient cesser d'exercer des fonctions de direction dans les partis politiques.»

SECURITE SOCIALE. «Les Français doivent consentir à payer plus, s'ils souhaitent, comme ils le disent, le maintien des acquis sociaux. Le financement supplémentaire, pour être équitablement réparti, ne devra passer ni par les relèvements de cotisations au champ trop limité, ni par le système fiscal qui est fondamentalement injuste, mais, comme le rapport des "sages" l'a proposé, par une contribution proportionnelle sur tous les revenus.»

EMPLOI. «Ce traitement social est dans les circonstances actuelles nécessaire. (...) Il ne peut se substituer à son traitement économique. (...) C'est pourquoi la "revitalisation" de l'économie est une exigence prioritaire pour l'amélioration de l'emploi.» (Pour Raymond Barre, «une politique économique globale pour l'emploi» passe par la formation et la mise en place d'un crédit impôt formation; l'adoption, pour la taxe professionnelle, d'une assiette nouvelle, la valeur ajoutée; la stimulation de l'investissement par la baisse de l'impôt sur les sociétés, et une incitation fiscale spécifique).

REGRETS. «J'ai regretté que le gouvernement de l'après-mars 1986 ait été inspiré à ses débuts par une logique financière plus que par une logique de développement économique et social. (...) Le gouvernement n'a pas imprimé un élan nouveau à notre économie.»

CROISSANCE. «Il y a deux types de croissance, par la demande, et par la compétitivité. (...) Il faut aujourd'hui mener une vraie politique de l'offre, de la compétitivité, et utiliser l'instrument fiscal pour améliorer l'offre, c'est-à-dire l'efficacité des entreprises, plutôt que la demande, c'est-à-dire la consommation des ménages.»

IMPOTS. «La France a besoin d'un système fiscal plus juste, plus favorable à l'esprit d'entreprise, et à la croissance économique. (...) La mise en œuvre de cette réforme fiscale serait progressive et étroitement liée à une révision des dépenses budgétaires de l'Etat. Elle se fixerait trois objectifs: des taux de TVA dans la moyenne communautaire; un taux d'impôt sur les sociétés de 33,33%; un taux marginal d'imposition maximum de 50% pour les revenus des particuliers.»

Raymond Barre, *Questions de confiance*. Entretiens avec Jean-Marie Colombani. Editions Flammarion. 345 pages, 89 F.

Rectificatif

Dans une enquête consacrée aux rapports entre les présidents et les intellectuels (*Libération* du 18 janvier), nous écrivions à propos de Raymond Barre: «*Ses amis intellectuels, dirigés par Jean-Claude Casanova, il se les garde pour dîner et ne songe pas à les embrigader.*» Deux des personnalités citées contestent leur présence sur une telle liste.

Pierre Hassner nous prie de préciser qu'«il n'entretient aucun rapport ni personnel ni politique avec Raymond Barre et dément la participation à quelque dîner que ce soit avec ce dernier.»

Alain Touraine dément également appartenir à «l'écurie Barre». Il pense que les intellectuels ne devraient pas s'engager dans les «écuries» de présidents «pour bien manifester que les problèmes fondamentaux de la société ne se réduisent pas actuellement à un choix entre des candidats et des partis». Le sociologue ne dément pas, en revanche, avoir dîné avec Raymond Barre.

Les troupes s'organisent pour le top départ officiel

Le 8 février, Raymond Barre annoncera officiellement sa candidature. Le 10, sera mis en place un «conseil politique» qui devrait regrouper les leaders UDF et quelques personnalités extérieures.

Raymond Barre n'est plus un enfant. C'est donc une philosophie très adulte qui l'a guidé pour échafauder sa «campagne», laquelle, qu'on se rassure, débutera le 8 février prochain par l'annonce officielle de sa candidature. Une philosophie classique, opposée au romantisme chiraquien ou au baroque mitterrandien, que résume ainsi l'un de ses proches:

«Dans la vie, les mariages qui marchent sont les mariages de raison. Pas ceux bâtis sur la passion.» Le député de Lyon va donc s'adresser à la raison des Français. Au chef de l'Etat, il laissera le créneau de «l'affectivité» pour jouer, lui, «la carte de la tranquillité» — carte qui, en 1981, n'avait pas trop mal réussi au candidat socialiste.

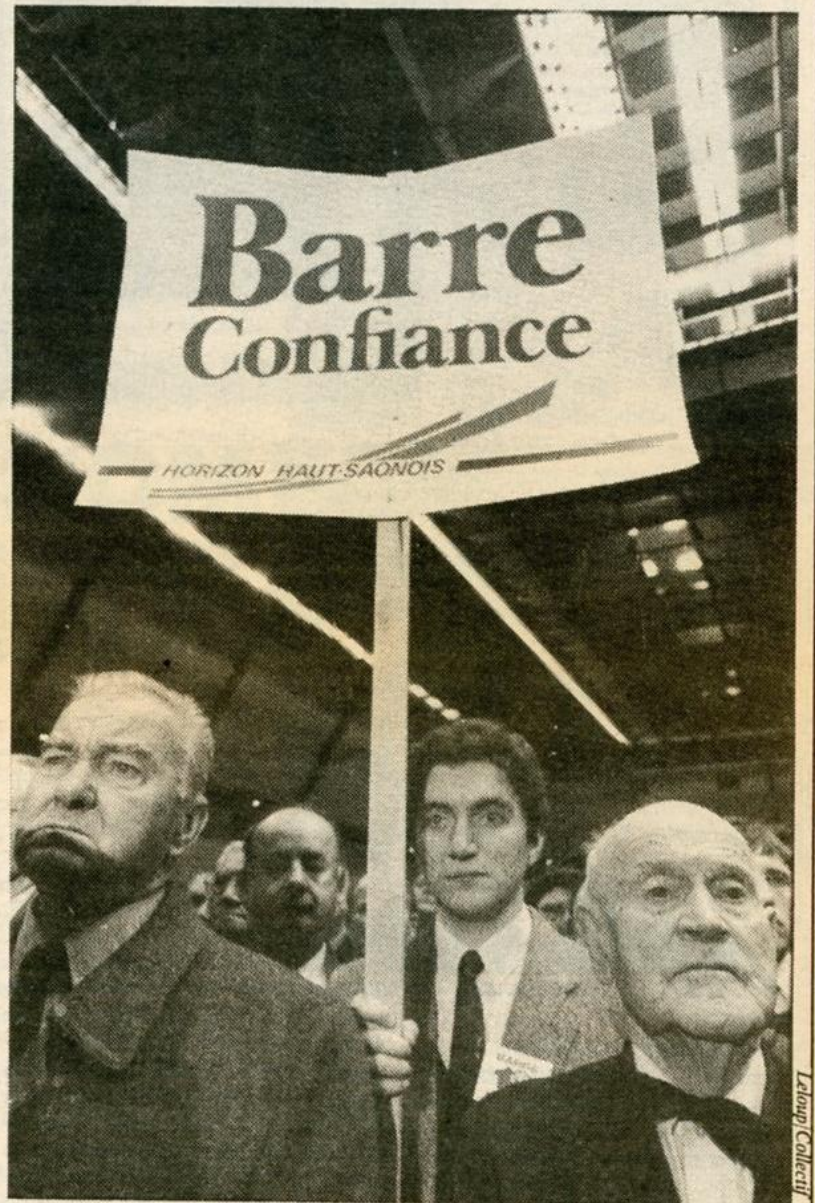
Cela suffira-t-il à «dynamiser» sa campagne et ses troupes? Comme il connaît bien son petit monde UDF, le candidat Barre va lui faire une fleur (enfin!). Le 10 février, Philippe Mestre, son directeur de campagne, devrait annoncer la mise en place d'une sorte de «conseil politique» autour de la personne du député de Lyon. L'instance, à la définition de laquelle travaille actuellement son directeur de cabinet, Pierre-André Wilzer, devrait à peu près regrouper tous les leaders UDF (les principaux ministres, les chefs de parti et les membres du bureau politique de la confédération ainsi que quelques personnalités extérieures, tel Jean François-Poncet). Réunie périodiquement, elle sera autorisée à conseiller le député du Rhône.

Par ailleurs, afin de faire taire les mauvaises langues barristes qui se permettent de juger un peu «vieillote» la campagne du professeur d'économie, celui-ci devrait permettre à une poignée de jeunes talents d'aller porter, en son nom, la bonne parole en province et sur les écrans. Constituée de Bruno Durieux, Edmond Alphandéry, Philippe de Villiers, Pascal Clément, François Bayrou et François d'Aubert, l'équipe devrait ainsi concurrencer la défunte bande à Juppé chiraquienne.

Chose promise, les réseaux REEL devraient se saborder dans la semaine suivant l'annonce de la candidature, pour se muer instantanément en comités de soutien dont Charles Millon deviendra le délégué général. Feu les réseaux REEL continueront cependant sur le terrain, de manière décentralisée, leur travail d'animation (fichiers, tracts, collages etc...). Pendant ce temps, le député du Rhône poursuivra ses tournées en province, au rythme d'une journée ou deux par région (il y en a 22). En mars, il se rendra aux Antilles.

Certains soirs, il sacrifiera aux meetings qu'il ne goûte guère. Il en tiendra huit, le premier à Metz, le 11 février, avant la Bretagne et la région Poitou-Charentes.

Supervisée par Charles Millon, l'or-



Janvier 1988. En Haute-Saône. «Sobre, moderne et simple», ce sera la devise pour les meetings à venir.

ganisation des meetings revient à Marielle de Sarnez, déléguée à l'animation de l'UDF, laquelle fut l'élève, douée paraît-il, d'Hubert Bassot, le dresseur d'estrades et de chapiteaux de Giscard en 1974 et 1981. «Sobre, moderne et simple», tel sera, dit-on, le meeting barriste où le bleu dominera. Il sera ouvert par l'hôte local (Jean-Marie Rausch, pour Metz), se poursuivra par un film de dix minutes (confectionné par Jacques Bille, le conseiller en communication du candidat) vantant les mérites du produit Barre et se terminera par le discours du présidentiable, seul sur scène dans une lumière travaillée.

Une inconnue: la musique d'ouverture et de clôture (ni Jean-Michel Jarre, ni *La Marseillaise*, assure-t-on).

Le grand meeting parisien de Barre aura lieu le 15 mars au Bourget, les chiraquiens ayant obtenu de Philippe Mestre qu'il ne se tienne pas le 24, comme il était initialement prévu, afin de ne pas faire de l'ombre à celui que le maire de Paris tiendra le 26.

La première des trois vagues d'affi-

chage national devrait débuter fin février. Jacques Bille, le maître d'œuvre, garde, pour l'heure, le plus grand secret quant à la teneur du message. Pour le reste — et c'est l'essentiel dans la stratégie — le député de Lyon se consacra aux médias. La télévision lui a, jusque-là, toujours permis d'être à son avantage. Il sait sourire tout en disant des méchancetés. Il va donc essayer de continuer. Première prestation, le 14 février à *Questions à domicile*.

Il se hasardera aussi aux grandes émissions de radio, qui lui posent plus de problèmes: face aux journalistes venus en nombre, il peut s'emporter — et déraiser — si ceux-ci ont l'affront de lui poser des questions embarrassantes. La presse écrite sera, enfin, abondamment utilisée (interview généraliste à paraître dans *L'Événement du jeudi*, économique au *Point*, etc.). Avec tout ça, si les Français n'entendent pas son appel à la «raison», Raymond Barre ne pourra que leur donner tort.

Jean-Michel THENARD